

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti: La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 20 F (200 FB)
6 mois : 10 F (100 FB)
pli fermé : 34 F et 18 F
« programme communiste »
1 an : 32 F (320 FB, 20 FS)

13^e ANNEE - N° 208
LE NUMERO : 1 FF
10 FB - 1 FS
du 29 nov. au 12 déc. 75

Salaire contre profit, prolétariat contre bourgeoisie!

« Le monde ne peut être assuré de retrouver une croissance rapide et le plein emploi que si dans chaque pays les pressions exercées sur les coûts salariaux sont contrôlées ». Telle est la froide sentence que les experts de la City ont fait tomber à l'heure de la rencontre de Rambouillet par l'intermédiaire d'un de leurs organes de presse, l'Economist (voir numéro du 15 novembre dernier). Et cet avertissement-là la bourgeoisie internationale n'a aucun mal à l'assimiler : profit contre salaire, bourgeoisie contre prolétariat!

En France, la presse patronale ne tarit pas d'éloges sur nos heureux voisins qui, eux, sont officiellement engagés dans ce que l'on appelle par euphémisme une « politique des revenus » et qui consiste tout simplement à passer des accords pour le blocage des salaires. Cette politique est déjà pratiquée en Belgique (où, pour donner l'illusion que tout le monde est logé à la même enseigne, on a bloqué aussi les... dividendes) et en Hollande où, comme le rapporte Les Echos du 13 novembre, « le plus grand syndicat néerlandais — le NVV socialiste — vient de renoncer pour 1976 aux augmentations de pouvoir d'achat en se contentant de réclamer le maintien de celui-ci ».

En Angleterre, grâce aux rapports harmonieux qui existent entre la confédération syndicale — le TUC — et le gouvernement travailliste, les augmentations de salaires ne doivent pas dépasser 6 livres par semaine (soit moins de 20 % alors que l'inflation augmente, elle, au rythme de 25 % par an).

En Allemagne enfin, comme l'explique Le Nouvel Economiste du 3 novembre, « à la veille des négociations salariales dans l'industrie, chacun a mis cartes sur table ». Les syndicats revendiquent une augmentation de 8 %. Pas question, rétorque le patronat, qui suit les consignes du gouvernement (4 % maximum). Et l'article ajoute : « à noter pourtant [sic!] la modération syndicale. Selon les experts, seule une augmentation de 10 % permettrait de garantir le pouvoir d'achat ». La France étant le premier partenaire commercial de l'Allemagne, la bourgeoisie française s'inquiète évidemment du fait que, faute d'une politique officielle des revenus, les prix des marchandises augmentent deux fois plus vite en France qu'en Allemagne. Selon l'article de l'Economist déjà cité, en France, « l'action directe pour le contrôle des salaires a été exclue. Il s'en est suivi une forte pression sur les profits et l'incapacité pour les entreprises de faire face à l'accroissement du coût des importations et de la force de travail ».

La suite, on l'imagine. Un porte-parole du CNPF « se demande » dans une interview à La Croix si pourrait être poursuivie une « politique salariale qui garantisse totalement le maintien du pouvoir d'achat ». Les Echos, eux, titrent le 13 novembre : « la discipline des prix postule celle des salaires ». Quant au gouvernement, il amorce l'offensive directe : le déficit de la sécurité sociale serait comblé par l'augmentation des coti-

sations des salariés et par la diminution des prestations. Le reste suivra. Profit contre salaire, bourgeoisie contre prolétariat.

**

Il est vrai qu'à la différence de ses sœurs de l'Europe du Nord, la bourgeoisie française n'a pas pu passer d'accords directs avec les « représentants ouvriers » pour le blocage des salaires et, de ce point de vue, la situation de la France s'apparente plutôt à celle des pays de l'Europe du Sud. Mais la différence n'est qu'apparente. Ce que les bourgeoisies des pays d'Europe du Nord ont obtenu par des accords entre gouvernements, sociaux-démocrates ou non, et bonzes syndicaux, dans les pays d'Europe du Sud elles l'ont eu grâce à l'existence de partis communistes influents. Le parti de Cunhal n'est-il pas au pouvoir pour mener une politique d'austérité, pour convaincre les ouvriers de « parler moins et de travailler plus »? Celui de Carrillo ne s'approprie-t-il pas à suivre ses traces? Le parti de Berlinguer, opposé en principe au blocage, ne parle-t-il pas du « danger d'une forte et chaotique augmentation des salaires dans les prochains mois » et n'explique-t-il pas cyniquement qu'il « faut faire un effort pour le dominer » (Rinascita, n° 38)?

Et en France, les choses sont-elles vraiment différentes? Evidemment non. Passons sur le fait qu'en France, comme d'ailleurs au Portugal, les questions de politique impériale suscitent des oppositions qui parviennent à prendre l'allure mensongère d'oppositions de classe. Le point le plus important est que, malheureusement, le capitalisme français étant plus stable que ses frères « latins », l'opportunisme n'est pas encore poussé par la situation générale à dire ouvertement aux ouvriers qu'ils doivent faire des sacrifices. Mais, en fait, le résultat est le même. Il y a bien longtemps que le PCF fait tout ce qu'il peut pour que les revendications ouvrières ne mettent pas en danger l'économie nationale. Aujourd'hui il parle de « relance de la consommation populaire », mais révèle toute la démagogie du mot d'ordre quand il fait campagne pour un SMIC à... 1.700 francs par mois (c'est-à-dire une augmentation tout juste supérieure à l'indice de la CGT et qui par conséquent ne comble même pas le retard pris par les bas salaires)! Il y a belle lurette que le PCF fait tout ce qu'il peut pour que les « luttes », menées de façon « responsable », ne troublent la paix sociale et

restent dans les limites permises par les « autorités ». Le PCF

DANS CE NUMERO

- La riposte de classe à l'offensive bourgeoisie (2) : « Les voies qui conduisent au noskisme », et « Contre l'offensive de la réaction » (1921).
- Angola : sur le soutien aux luttes anti-impérialistes.
- « La France éternelle » au Liban.
- Contre la législation anti-grève.
- Les ouvriers meurent, sous la protection des juges.
- Les syndicats suisses dans la galère de la « paix du travail ».
- Une intervention du parti.

proclame bien dans ses meetings que la phrase du CNPF est « une véritable déclaration de guerre contre le pouvoir d'achat des travailleurs », mais il ne fait rien pour préparer la riposte contre cette offensive. Il dit bien qu'on assiste à une montée des luttes mais il se garde bien de les centraliser. Bref il lutte en paroles, et encore ; mais dans les faits il paralyse et freine les luttes revendicatives, permettant ainsi aux forces économiques du capital de peser de tout leur poids sur les épaules de la classe ouvrière, et aux forces politiques

(suite page 4)

Franco mort, les médecins de la démocratie veulent mettre la classe ouvrière en hibernation

La mort de Franco, chef attiré des bourreaux de près d'un million de prolétaires et de paysans pauvres d'Espagne, a soulevé une vague d'hypocrisie écœurante. On y trouve à un bout la lueur d'« espoir » des démocraties occidentales - celles-là même qui, sous couvert de « non-intervention » se tirent à bon compte de la « contradiction » fallacieuse entre leur alignement objectif sur l'offensive antiprolétarienne ouverte du franquisme et leur « antagonisme politique » avec lui, et qui virent leurs affaires fructifier à l'ombre de la répression féroce de l'Etat espagnol ; et à l'autre bout la dénonciation des crimes franquistes par la bouche de ceux qui livrèrent le prolétariat espagnol pieds et poings liés au cannibalisme de la bourgeoisie, ceux qui, lors du déclenchement du coup d'Etat du 17 juillet 1936 et en présence d'un formidable sursaut prolétarien qui relevait le défi armé du capitalisme, se sont attelés à maintenir cet élan dans les limites et le respect de l'ordre établi au prix du massacre des prolétaires et des paysans miséreux de Catalogne, un massacre qu'ils ont accompli de leurs propres mains.

Ce sont ces gens-là qui, une fois la voie libre, purent proposer la paix et la réconciliation aux ennemis déclarés du prolétariat, réconciliation qui fut alors rejetée. Aujourd'hui, par l'effet du jeu du pendule historique oscillant entre le fascisme et la démocratie, franquistes et démocrates « non revanchards » — et pour cause ! — s'apprennent à communier ensemble devant la « paix retrouvée », mais uniquement entre médecins de la domination politique de la bourgeoisie d'accord pour endormir le prolétariat espagnol, et tenter d'effacer à jamais le passé.

Mais la classe ouvrière n'a jamais eu besoin qu'on lui rafraichisse la mémoire pour se sentir et se savoir exploitée et pour se rebeller. La voie de la reprise sera longue et difficile : elle a devant elle une armée de zélés infirmiers et de médecins d'expérience. Mais c'est une voie inexorablement tracée par l'histoire, contre la démocratie, contre les blocs interclassistes, contre la mensongère unité nationale, contre les séductions de l'opportunisme réformiste et conciliateur ; c'est la voie de la révolution prolétarienne.

REUNION PUBLIQUE A PARIS

mercredi 10 décembre, 20 h 30, Salle Lancry, 10, rue de Lancry, Paris-11^e (métro République)

ESPAGNE 1936-1976

Attention, la réunion est bien MERCREDI !

La « France éternelle » au Liban

L'Etat libanais est une création de l'impérialisme érigée sur les ruines de l'empire ottoman à la fin de la première guerre mondiale. Il faut se rappeler que les accords Sykes-Picot de 1916 jetèrent les bases du morcellement du Moyen-Orient et du partage de celui-ci entre la France et l'Angleterre, sous prétexte de libérer les Arabes du joug d'Istanbul.

C'est dans le cadre de ce partage, où chacun concédait à l'autre tous les droits de pillage sur les territoires qui devaient être légalement concédés par la SDN sous la forme de mandat, que le Levant échut à l'impérialisme français.

Agissant prétendument au nom du « principe de la défense des minorités opprimées », Clémenceau répondait dès 1919 aux revendications du patriarche maronite qui rêvait d'un Liban indépendant sous hégémonie chrétienne, et les régions qui allaient constituer le Liban étaient soustraites au contrôle militaire de Damas, où Fayçal admettait cette concession à Paris dans l'espoir d'une reconnaissance de l'indépendance de la Syrie. Malgré tout la conférence de San Remo d'avril 1920 attribuait à la France un mandat sur la Syrie et le Liban, et dès juillet, après un ultimatum lancé à Fayçal, Damas était con-

quis. Cet acte de brigandage sans pareil sera justifié par le fait que, privé de son arrière-pays, le Liban aurait été frappé d'asphyxie, ce qui soit dit en passant est en flagrante contradiction avec la création d'un Liban séparé.

Un pas de plus dans la création de l'Etat libanais sera fait en 1926 quand face à la révolte des Druses et au soulèvement de Damas, le chevaleresque impérialisme français donnera au Liban une constitution afin de pouvoir ménager ses arrières et bombarder tranquillement Damas pendant des mois et des mois.

Tout naturellement, les chrétiens maronites se sont vus octroyer la part du lion dans l'appareil de l'Etat. Cette prépondérance est inscrite en toutes lettres dans la constitution de 1943 qui n'a pratiquement rien changé à celle de 26 et qui est toujours en vigueur ; en effet les 99 députés du Parlement libanais se répartissent ainsi : « 30 maronites, 11 grecs-orthodoxes, 6 grecs melchites, 3 arméniens orthodoxes, 1 arménien catholique, 1 protestant, 20 sunnites, 19 chi'ites, 6 druses et 2 sièges pour diverses minorités beyrouthines (latins, is-

raélites) » (Documentation française, Monde Arabe, n° 57, juin 73).

La forme religieuse que prend aujourd'hui la lutte des classes au Liban est donc le résultat du cadeau empoisonné fait par l'impérialisme français il y a cinquante ans. Mais le temps a passé et cet impérialisme feint aujourd'hui de se présenter, lui, pétri de culture républicaine et laïque, en sauveur d'une société empêtrée dans son « arriération » religieuse !

Si l'on soulève ce voile des conflits confessionnels, on voit que différentes fractions de la bourgeoisie libanaise tentent de contrôler l'Etat : le développement industriel moderne est bloqué par la persistance d'entraves archaïques économiques et politiques liées à l'influence des propriétaires fonciers féodaux et des sectes religieuses, appuyés par l'impérialisme et intéressés non par le développement du secteur public et des infrastructures, mais par celui de leurs intérêts privés. La part du secteur industriel (artisanat compris) dans le revenu national n'est encore que de 17 % (Financial Times, 10-12-74). « Aucun investissement public de caractère notable n'a été effectué, aucune nouvelle route n'a été construite en cinq ans », « des industriels se

(Suite page 2)

REUNION PUBLIQUE A STRASBOURG

jeudi 11 décembre, 20 h 30, Maison des Syndicats, 1, rue Sédillot

CRISE ET LUTTES REVENDICATIVES

Angola

Sur le soutien aux luttes anti-impérialistes

Une question brûlante pour le mouvement révolutionnaire portugais — et international — est celle de la solidarité envers la lutte du peuple angolais, une lutte qui a été au cœur du puissant mouvement d'indépendance qui a porté un coup irréparable à un des empires coloniaux les plus anciens, le démantelant et précipitant la métropole dans une crise — économique, sociale, politique — d'une énorme profondeur. Dans la quasi-totalité des groupes et partis d'extrême-gauche portugais et européens, le soutien à cette lutte se traduit essentiellement par la formule du « soutien au MPLA ». Mais avant de peser ce mot d'ordre, rappelons quelques principes généraux.

L'objectif central des communistes révolutionnaires est la destruction du système capitaliste à l'échelle mondiale, un système dont le cœur bat dans les grandes métropoles impérialistes d'Amérique du Nord et d'Europe, mais qui ne peut vivre sans l'exploitation de vastes empires coloniaux et semi-coloniaux, véritables réservoirs de richesses où elles puisent une part non négligeable de leur force ; des empires qu'elles maintiennent dans l'oppression la plus terrible, en s'efforçant d'empêcher toute modernisation de leurs structures politiques, sociales et économiques archaïques, précisément pour pouvoir y régner sans contestation. Or, en tendant au bouleversement de ces structures archaïques, les mouvements nationaux révolutionnaires qui s'y développent sont portés à une lutte frontale, armée, contre l'impérialisme lui-même, et s'intègrent ainsi dans la stratégie révolutionnaire prolétarienne, dont ils sont une composante importante. C'est pourquoi les communistes travaillent, aussi bien dans les métropoles que dans les colonies, en vue de faire converger le mouvement prolétarien révolutionnaire et communiste dans les métropoles et le mouvement national-révolutionnaire et démocratique dans les colonies et semi-colonies en un seul mouvement anticapitaliste mondial.

C'est dans ce cadre que doit être posé le problème du soutien des communistes aux mouvements nationaux-révolutionnaires des colonies et semi-colonies, un problème qui doit être envisagé sous deux angles distincts, mais qu'il faut voir également sur le plan de la révolution communiste internationale.

L'aspect de la question qui nous intéresse ici de plus près est celui du soutien apporté par le mouvement révolutionnaire dans la métropole. De ce point de vue la seule façon conséquente de soutenir les mouvements anti-coloniaux, c'est de se battre résolument contre l'oppression coloniale de son propre Etat, pour l'indépendance inconditionnelle des colonies et contre toute intervention — politique diplomatique, militaire — directe ou indirecte dans les colonies et les nations opprimées. Mais pour que ce combat soit efficace, il est indispensable de rompre avec l'opportunisme, qui est, comme dit Lénine, « le principal soutien social » de la bourgeoisie impérialiste et qui, étant directement intéressé dans le maintien de l'empire colonial, dévie cette lutte de sa cible véritable, l'Etat bourgeois, en la portant sur des objectifs, et avec des consignes, parfaitement compatibles avec la préservation des intérêts impérialistes de sa bourgeoisie.

Il est essentiel de comprendre qu'une lutte exempte de compromission contre l'Etat oppresseur et ses laquais social-impérialistes, est la condition première pour que puisse se réaliser la convergence du mouvement prolétarien dans les métropoles et du mouvement révolutionnaire dans les colonies. Cette lutte constitue la pierre angulaire de la stratégie anti-impérialiste des marxistes révolutionnaires.

Négliger cette tâche revient en fait à laisser toute liberté à « son » propre impérialisme pour perpétrer ses crimes dans les pays asservis, mais cela contribue aussi à lui laisser la liberté de se ren-

forcer aussi contre le prolétariat métropolitain. C'est la raison pour laquelle nous ne concevons pas cette tâche comme un devoir moral mais comme exigence pratique de la lutte pour l'émancipation prolétarienne.

Or, sous cet angle nous devons dire qu'aucun mouvement portugais ne se place sur le terrain d'un soutien internationaliste conséquent à la lutte du peuple angolais. Et en effet, comment pourraient-ils le faire alors qu'ils se jettent sans vergogne dans les bras de l'opportunisme officiel, mais aussi dans ceux de l'Etat portugais, soit par l'intermédiaire du COPCON qui a patronné la création du FUR, soit, en ce qui concerne les maoïstes, qui sont restés en dehors de ce front sous prétexte qu'il était au service du « social-fascisme » du PCP — mais parce qu'ils préfèrent en réalité embrasser le jofflu Soares —, par l'intermédiaire du « groupe des neuf », ou carrément du fameux Jaime Neves et autres « révolutionnaires ». Comment pourraient-ils se placer sur le terrain d'un soutien internationaliste et prolétarien alors qu'ils se font les champions du « processus de décolonisation » dans la version Melo Antunes pour les derniers, ou dans la variante Vasco Gonçalves pour les premiers ?

Mais cela n'est pas vrai seulement pour les groupes portugais : leurs confrères d'Europe et d'Amérique, adorateurs comme eux de la déesse Spontanéité, se prosternent extasiés devant la Révolution Portugaise ; ils cachent ainsi derrière un épais rideau de fumée le fait que l'originalité de cette « révolution » tient au fait... qu'elle n'a pas eu lieu, et surtout qu'elle a été... spontanément déclenchée par les chefs de l'armée coloniale en tout premier lieu dans le but de « régler la question coloniale » d'une façon telle que les intérêts portugais dans les colonies soient préservés au maximum. Il est à cet égard caractéristique que dans la profusion des brochures publiées ici et expliquant les événements portugais et tentant de faire ressortir les exigences de la lutte prolétarienne au Portugal, aucune ne laisse la moindre place à la question coloniale... Ils participent ainsi à l'entreprise qui consiste à peindre l'impérialisme portugais avec des couleurs « socialistes ».

Or cette question dépasse largement le cadre du Portugal. L'Angola est aujourd'hui le cœur vivant de l'Afrique en lutte contre l'impérialisme, annonçant les prochaines vagues qui ne manqueront pas de toucher non seulement le Portugal, mais bien les grandes nations d'Europe, dont l'Afrique est pour l'essentiel prisonnière. Quelle sera alors l'attitude de nos anti-impérialistes ?

Mais revenons à aujourd'hui. De nombreux brigands interviennent directement ou indirectement en Angola, notamment les Etats-Unis, l'Allemagne, la France. Prenons le cas de cette dernière. Il est incontestable que Paris livre des quantités de matériel au Zaïre — où Giscard vient d'aller faire un petit voyage —, pour le compte du FNLA par ailleurs équipé par Washington et bénéficiant de l'aide d'instructeurs chinois. Il est indiscutable que Paris arme l'UNITA et les colonnes sud-africaines qui « accompagnent » ce pâle mouvement renforcé par les « harkis » angolais généreusement livrés à Savimbi par l'armée portugaise. Ce n'est un mystère pour personne que Paris manœuvre à Cabinda en concurrence avec Washington, et que des mercenaires pour combattre en Angola et aller rejoindre les anciens du Katanga toujours en service sont recrutés dans des officines parisiennes.

Que serait-il indispensable de faire pour arrêter la main criminelle de l'impérialisme français ? Un objectif a surgi dans des réunions de solidarité avec l'Angola, par la bouche de camarades africains. Il s'agit de la lutte contre les livraisons d'armes. Nous n'avons entendu aucune organisation française reprendre cet objectif ni même daigner le prendre en considération. Même si l'on fait abstraction des possibilités de le réaliser dans les con-

ditions actuelles, il est clair qu'un tel objectif serait d'une grande portée. Et à supposer que la question soit mise à l'ordre du jour, il y a évidemment deux manières de concevoir la lutte pour l'atteindre.

On peut concevoir un appel avec les organisations démocratiques et les partis opportunistes pour réclamer de l'impérialisme français l'arrêt des livraisons d'armes. Mais une telle action n'aurait d'autre résultat que de revaloriser la gauche impérialiste que les masses africaines ont pu voir à l'œuvre pendant une série interminable de guerres coloniales connues ou même inconnues dans la métropole, car rien n'empêche de livrer discrètement les armes par tout un tas de moyens.

Ou bien on peut concevoir l'arrêt de la livraison comme le résultat d'un boycott effectué par les ouvriers des transports, les dockers, les marins ou autres. Une telle action aurait l'intérêt d'avoir des résultats réels et de plus de manifester une solidarité autrement qu'en paroles, ce qui aurait l'avantage de mettre en mouvement la seule force qui ait un véritable intérêt historique à une aide désintéressée à la lutte des masses coloniales, le prolétariat.

Mais, nous dira-t-on, cela n'est pas possible aujourd'hui, si l'on considère le rapport des forces. Sans doute, mais si cet objectif ne peut être fixé dans un avenir proche, prépare-t-on au moins les conditions pour qu'il devienne réalisable un jour ? Il est sûr qu'une telle action se heurterait au sabotage résolu de l'opportunisme ouvrier qui n'a pas levé le petit doigt pendant les longues guerres coloniales où ses maîtres étaient engagés jusqu'au cou, et qui aujourd'hui vient proposer ses bons offices pour le retour de Sekou Touré dans le giron de la mère-patrie. Or, qui mène une action sérieuse de dénonciation de l'opportunisme et du social-impérialisme, qui consacre la moindre énergie à expliquer au prolétariat que la lutte

des révolutionnaires africains est une lutte qui frappe son ennemi à lui et qu'il doit en faire sa lutte ?

* *

Il est bien plus facile de s'arrêter à l'idée que l'aide à apporter aux masses de Luanda menacées aujourd'hui d'égolement et de massacre par l'avance des mercenaires de l'impérialisme euro-américain consiste à « reconnaître le MPLA comme seul et unique représentant du peuple... ce qui revient à résoudre le problème en le déplaçant et en l'étudiant.

C'est en effet une chose que de soutenir un mouvement social qui se place sur le terrain de la lutte armée contre l'impérialisme, et une autre chose de soutenir une organisation qui ne peut guère être confondue avec le premier. Le soutien au premier est un impératif inconditionnel, une question de principe pour les communistes. Il est en quelque sorte un soutien « négatif » car il se concrétise dans la lutte contre l'Etat impérialiste, sans préjuger de la direction qui est donnée au mouvement national et subversif dans le pays asservi ou la nation opprimée.

Quant au soutien à une organisation politique telle que le MPLA — et ceci est le deuxième aspect de la question —, il est une question de tactique et non de principe. Il dépend donc de toute une série de facteurs précis, dont le principal est l'existence sur place d'un parti ou noyau communiste (rappelons, avec Lénine, qu'il ne peut être question de tactique en l'absence d'une organisation de parti) capable de pouvoir réaliser pratiquement ce soutien qui, d'ailleurs, n'est nullement inconditionnel et obligatoire, comme l'est la lutte contre l'intervention impérialiste et pour l'indépendance des colonies. Ajoutons que les rapports du parti prolétarien avec les mouvements démocratiques révolutionnaires sont d'ailleurs ramenés à un cadre vraiment trop étiqué si on

les considère du seul point de vue du « soutien ». En fait, il s'agit aussi de les pousser à tenir les promesses démocratiques qu'ils font aux masses, dans une lutte que seul le prolétariat peut mener de façon entièrement conséquente et où son parti se fixe donc pour but de prendre la tête du mouvement social.

La question du « soutien » est donc une question qui ne peut se poser que concrètement, sur le champ de bataille, en considérant toute une série de conditions et de facteurs concrets (nationaux et internationaux), et non pas sur le terrain de la propagande générale de solidarité internationaliste, non pas dans l'abstrait, comme le font nos immédiatistes, qui, pourtant, sont des adorateurs fanatiques du « concret ».

Hors du cadre que nous avons défini, le « soutien » au MPLA risque de n'être qu'une phrase creuse ou un moyen élégant de renoncer aux devoirs élémentaires de l'internationalisme militant.

Hélas, le terrain sur lequel on se réfugie, par faiblesse ou par conviction, peu importe, est un terrain où ne peut plus équivoque où les tranches de classe s'estompent. Les forces qui s'y meuvent sont loin d'être désintéressées et leur aide au MPLA non seulement n'est pas une aide aux masses plébéiennes qui le suivent aujourd'hui, mais peut même s'inverser brutalement en trahissant jusqu'au MPLA. Il s'agit par exemple de l'impérialisme russe qui fournit des armes au MPLA. Il s'agit aussi des vieux renards portugais de la guerre coloniale qui préconisent l'appui au MPLA comme la seule façon d'éviter que « l'Angola plonge dans le chaos » selon l'expression de l'amiral Rosa Coutinho.

C'est d'un tout autre soutien qu'ont besoin les prolétaires et les masses exploitées d'Afrique. C'est d'une véritable solidarité prolétarienne dans la lutte contre l'ennemi commun, où pourra se forger la force capable de l'abattre.

La « France éternelle » au Liban

(Suite de la page 1)

plaignent que leurs produits ne bénéficient pas d'une protection douanière adéquate (les tarifs ont été fixés par l'impérialisme), que rien n'ait été entrepris pour étendre les installations du port de Beyrouth, dont la congestion chronique (120 navires en attente quotidiennement) coûte à l'économie 600.000 dollars par jour. Le mauvais fonctionnement des services postaux, qui retardent la livraison du courrier pendant des semaines, voire des mois, porte un préjudice incalculable aux affaires. L'industrie réclame une « administration efficace dont les membres seraient choisis en fonction de leur compétence et non pas suivant un quota confessionnel, une législation correspondant à ses besoins, des lois sociales qui stabiliseraient le marché du travail » (Le Monde, 21-9-75). La prédominance de ces couches réactionnaires appuyées par l'impérialisme entraîne une extrême misère traduite par les chiffres suivants : « 5 % de la population s'approprient la moitié, sinon davantage, du revenu national », 72 % des ouvriers ne gagnent que la moitié de ce qui leur faut pour vivre, « tous les ouvriers agricoles, industriels et du bâtiment réunis ne prélèvent que 12 à 15 % du revenu national » (idem).

Cette énorme pression sur les masses explique que tout mouvement des masses pauvres au Moyen-Orient ébranle l'ensemble de cet échafaudage qui ne tient que sur des piliers renforcés par l'impérialisme.

Ainsi les mouvements en Iraq et en Syrie, ainsi que la constitution de la République Arabe Unie, ont eu pour contrecoup la guerre civile au Liban en 1958, qui a provoqué l'intervention militaire de l'impérialisme américain qui, bien qu'exclu des accords Sykes-Picot, avait conquis des positions au Moyen-Orient

depuis les années 20. Cette guerre fut aussi, pour l'impérialisme français, l'occasion d'une nouvelle pénétration du capital financier français au Liban.

Toute la politique française de retour au Moyen-Orient repose sur la conservation d'un Etat libanais indépendant dans son intégrité territoriale actuelle. Pour cela il faut maintenir l'« unité » créée de toute pièce par Paris il y a plus de cinquante ans. « La place de Beyrouth — place financière la plus importante [de l'Occident au Moyen-Orient] —, où des intérêts considérables sont en jeu, libanais et non-libanais, ne peut fonctionner que si le Liban subsiste et retrouve la paix » (Le Monde, 20-11-75).

Ceci explique les prises de position de toutes les grandes puissances qui ont des intérêts au Liban contre la partition en trois entités politiques (« petit » Liban chrétien, « grande » Syrie musulmane, Israël). Ceci explique aussi le voyage de Courve de Murville et de Gorse (qui disait en 68 lors d'un voyage au Liban : « La France ne resterait pas indifférente devant une menace contre le Liban »), dans le but de proposer des « garanties pour l'intégrité et la sécurité d'un Liban qui aurait retrouvé la paix » (Le Monde, 20-11-75). D'un côté Paris soutient les forces qui s'opposent aux masses libanaises en lutte, de l'autre ses médiateurs vont préconiser le replâtrage d'un régime pourrissant, un replâtrage baptisé « réformes démocratiques »... respectant un Etat a-national !

Ajoutons que la poussée palestinienne représente un des plus grands dangers pour cet Etat, car elle est le fait de masses qui ne connaissent pas de frontières dans leur aspiration nationale s'opposant au découpage artificiel entre Etats réalisés par les impérialismes. Contre les palestiniens, la France, « amie des Arabes » comme on sait,

livre d'une main des armes aux phalanges et de l'autre travaille à la création d'un Etat palestinien croupion cependant qu'elle reconstruit l'OLP (ouverture d'un bureau de l'OLP à Paris) dans le but de nettoyer (au sens propre du mot) le Liban de l'épineuse question palestinienne.

L'impérialisme français rencontre dans sa besogne d'étouffer des luttes plusieurs appuis : celui du PCF qui dénonce les Phalanges comme fascistes et le rôle de l'impérialisme américain pour mieux taire le rôle de l'impérialisme français et qui soutient le PC libanais et l'OLP qui sont pour le statu quo au Liban ; celui des « forces de gauche » libanaises, PC en tête qui déclare : « Nous sommes en principe contre la violence et nous préférons de loin une évolution démocratique assurée par des moyens pacifiques » et « nous sommes disposés à envisager des compromis [...]. Un Sénat assurant la représentation des diverses confessions pourrait être élu pour faire pendant à une Chambre laïque » (Le Monde, 25-9-75) ; celui de l'OLP : Arafat affirme qu'il ne se mêlera pas des affaires intérieures du Liban, et s'entretient avec Couve de Murville « sur la sauvegarde de l'unité, de la sécurité, et de la tranquillité dans ce pays », au cours d'une rencontre où « les points de vue palestiniens et français étaient proches sur toutes ces questions » d'après l'agence palestinienne elle-même (Le Monde, 23-24/11/75) ; celui de la Syrie, partagée entre l'envie d'absorber le Liban et la crainte du déséquilibre qu'engendrerait l'éclatement du Liban ; celui de l'Etat sioniste qui intervient directement au Liban comme gendarme ; de l'URSS enfin, qui, au travers de la Syrie et de l'OLP, appuie le statu quo.

Contre les requins impérialistes et les classes dominantes du Moyen-Orient, vive la lutte armée des masses arabes et palestiniennes !

La riposte de classe à l'offensive bourgeoise (2)

Les voies qui conduisent au noskisme

Disons quelques mots de l'évolution de la social-démocratie italienne vers la droite. Dans des proclamations officielles répétées, le Parti socialiste s'est placé sur un terrain nettement « pacifiste » en ce qui concerne les méthodes de lutte que le prolétariat doit employer et a donc adopté le point de vue des partisans de Turati : apaisement des haines, désarmement des esprits et des mains, lutte avec les armes civilisées (c'est-à-dire non sanglantes) de la propagande et de la discussion, condamnation de la violence prolétarienne armée, non seulement pour l'offensive, mais pour la défensive. Cela signifie que si le Parti socialiste n'est pas encore parfaitement d'accord avec le point de vue de Turati qui va jusqu'à admettre la « collaboration gouvernementale » avec la bourgeoisie, il approuve du moins ses méthodes légales et social-démocratiques. Ce sont, il est vrai, deux questions distinctes. Quiconque admet la collaboration avec la bourgeoisie est contre les directives révolutionnaires des communistes ; mais quiconque, sans aller jusque-là, réprouve l'usage concret de la violence dans la lutte de classe et se limite aux moyens tactiques que lui offrent les institutions bourgeoises, l'est tout autant. L'expérience révolutionnaire permet de conclure qu'une telle position conduira fatalement ses auteurs à renoncer à la révolution et à se faire les complices de la contre-révolution. Voyons comment ceci se trouve confirmé par les événements d'Italie.

Quelle est la base de principe du « social-pacifisme » ? Serait-ce le « tu ne tueras point », le « tu tueras l'autre joue à l'offenseur » du chrétien, du tolstoïen ? Bien sûr que non. Si les sociaux-démocrates croyaient à de pareilles extravagances, ils seraient certainement moins dangereux, mais aussi plus bêtes qu'ils ne le sont.

Le mot d'ordre de ne pas tuer les fascistes, de ne pas répondre à leurs provocations est un mot d'ordre contingent qui procède d'un autre principe général que le principe moral éternel ci-dessus évoqué. Quel est donc ce principe ?

Examinons si la social-démocratie a « toujours » condamné la violence en tant que telle, c'est-à-dire dans l'absolu. Prenons Turati qui a donné à son parti ce mot d'ordre de passivité. Que disait-il, en octobre 1917, après la défaite de Caporetto, tandis que l'armée autrichienne progressait, les armes à la main, sur le territoire italien ? Conseillait-il aux soldats italiens de ne pas tuer, de jeter les armes, de ne pas répondre à la violence par la violence ? Tout au contraire ! Il exaltait et sanctifiait la résistance armée des troupes italiennes sur le Grappa. Et c'est quand nous, communistes, nous défendions la thèse révolutionnaire condamnant la défense nationale, qu'il nous prêtait pour les commodités de la polémique des motifs « tolstoïens » qu'il qualifiait d' « idiots et néfastes », alors qu'en réalité nous partions du mot d'ordre « les prolétaires ne tournent pas leurs armes contre d'autres prolétaires, mais contre l'ennemi de classe qui est dans leur propre pays ».

Entre ces deux positions prises successivement par le social-pacifisme face à l'invasion étrangère et face au brigandage fasciste, il doit exister une continuité logique. Elle doit exister, et il n'est pas difficile de la définir.

SOLIDARITE !

• Nous rappelons qu'un comité, ouvert à tous, s'est constitué pour soutenir le camarade ARFAOUI Béchir, militant immigré en instance d'expulsion (Voir Le Proletaire n° 206). Prenez contact, 37 bis, rue des Maronites, le lundi et le jeudi à 19 h.

• La souscription ouverte dans notre dernier numéro a donné pour l'instant 320 F. Continuez à apporter votre soutien militant (chèques bancaires ou postal au Proletaire, 20, rue Jean-Bouton, 75012 Paris, avec la mention « ARFAOUI Béchir »).

Nous avons publié dans le numéro 206 du Proletaire un « appel contre la réaction fasciste » lancé par le Parti Communiste d'Italie en mars 1921. Nous présentons ici un autre appel lancé par le PC d'Italie en septembre de la même année « contre l'offensive de la réaction ». De ce manifeste se dégage également avec clarté la méthode prolétarienne de riposte contre l'attaque de l'adversaire, une méthode qui exclut les illusions pacifistes, légalitaires et interclassistes.

Mais auparavant, on pourra relire avec profit « les voies qui conduisent au noskisme », un article paru dans Il Comunista en juillet 1921, et qui a déjà été publié en français dans notre brochure Communisme et fascisme. L'analyse implacable qui y est faite de la nature et de l'attitude de l'opportunisme — et sur ce plan le stalinisme d'aujourd'hui n'est en rien différent de la social-démocratie d'hier — conduit à une conclusion maintes fois confirmée par la tragique histoire du mouvement prolétarien, à savoir que le refus de la violence dans la lutte ouvrière est dialectiquement lié à l'alignement des partis qui prêchent ce refus sur la violence anti-prolétarienne de l'Etat bourgeois. Il faut montrer sans relâche la terrible erreur de ceux qui s'imaginent qu'il est possible de s'appuyer sur ces forces pour lutter contre la réaction bourgeoise.

Le social-démocrate, le social-pacifiste n'est pas contre la violence en général. Il reconnaît à la violence une fonction historique et sociale. Il ne nie pas, par exemple, la nécessité d'arrêter et, s'il le faut, de tuer le délinquant de droit commun, l'auteur d'agressions dans la rue. C'est à ce genre de délits qu'il compare l'invasion militaire, mais il se refuse à leur comparer également l'offensive civile des chemises noires. Quelle est donc la distinction qui le guide ?

Ce n'est pas le social-pacifisme qui peut répondre à cette question, mais nous. Sa distinction repose sur sa conception de « la fonction du pouvoir d'Etat constitué ». Elle est extrêmement simple. Quand c'est le pouvoir d'Etat qui emploie la violence, qui la veut, qui l'ordonne, cette violence est légitime. Par conséquent, puisque c'est l'Etat qui l'a voulue, organisée et ordonnée, la défense armée sur le Grappa fut non seulement légitime, mais sacrée, quoiqu'extrêmement sanglante. Mais la violence défensive contre le fascisme est illégitime parce que ce n'est pas l'Etat, mais des forces extra-légales, qui en prennent l'initiative.

S'il ne faut pas se défendre contre le fascisme, ce n'est pas parce que ce serait le meilleur moyen de le désarmer (Turati n'est pas retombé en enfance !), mais parce que c'est à l'Etat qu'il incombe de réprimer la violence fasciste, considérée elle aussi comme extra-étatique et extra-légale, selon la mentalité social-pacifiste.

Continuons à suivre le raisonnement et la politique social-pacifistes. Une telle orientation revient à souscrire à un principe typiquement bourgeois contre lequel le socialisme marxiste s'est toujours dressé, même, à l'occasion, dans la personne de Filippo Turati. Ce principe consiste à admettre que depuis qu'existe l'Etat démocratique et parlementaire, l'époque de la lutte violente entre les particuliers et les divers groupes et classes de la société est close, et que la fonction de l'Etat est précisément de traiter toute initiative violente de la même façon que les actions anti-sociales, même s'il est lui-même né de la destruction violente de l'Etat constitué de l'ancien régime.

C'est à cette logique théorique que répond la politique actuelle et la fatale politique future du Parti socialiste italien. Il a lancé le mot d'ordre du désarmement et de la non-résistance au fascisme, mais le fascisme n'a pas désarmé. Il a lancé le mot d'ordre de l'action légale et électorale, et une fraction considérable du prolétariat l'a suivi, mais le fascisme n'a pas désarmé.

Le P.S.I. refuse de se placer du point de vue communiste selon lequel le fascisme n'est qu'un autre aspect de la violence que l'Etat bourgeois oppose à la violence révolutionnaire du prolétariat et qui constitue son dernier argument défensif et controtensif. Le P.S.I. voudrait une stagnation de la situation qui permettrait un retour à la vie normale dans laquelle il pourrait continuer l'œuvre pacifique traditionnelle à laquelle sa structure est adaptée. La politique de désarmement et de participation électorale n'ayant pas suffi à mener à ce résultat, le P.S.I. est conduit à des tractations directes avec les dirigeants fascistes. Leur échec actuel ne veut rien dire. Le seul fait de les avoir engagés après avoir spontanément renoncé officiellement à la lutte armée signifie que le P.S.I. se prépare à d'autres concessions qui seront la conséquence logique de sa fatale prémisses « pacifiste ». Cela implique un pacte de ce genre : nous avons désarmé ; que le fascisme s'engage à en faire autant ; que la représ-

sion des violences privées incombe à nouveau aux forces légitimes de l'ordre, à l'Etat. Le social-démocrate aspire avec un ardeur stupide et néfaste à cet illusoire retour à la légalité. Il est donc logique et vraisemblable que le P.S.I. ait aussi proposé que les deux parties s'engagent à dénoncer tous ceux, quels qu'ils soient, qui attendraient à cette légalité, et si ce n'est pas encore fait, ça se fera.

Réserver à l'Etat l'« administration de la violence » n'est pas seulement reconnaître un principe typiquement bourgeois, car la reconnaissance d'un « faux » principe conduit à bien d'autres conséquences. Puisqu'il est vrai que l'Etat administre la violence pour le plus grand bien de la bourgeoisie et que le fascisme n'est lui-même qu'un aspect de cette violence, une contre-offensive destinée à prévenir une future attaque révolutionnaire du prolétariat (si elle engageait la bataille de classe en se servant des forces de l'ordre officielles avant qu'une avant-garde prolétarienne l'ait elle-même attaquée, la bourgeoisie découvrirait trop ses batteries et fournirait trop d'armes à la critique communiste), on doit nécessairement conclure que le fascisme ne désarmera pas avant d'être certain que dans son ensemble la classe ouvrière n'a plus la moindre velléité d'attaquer l'Etat constitué et les institutions bourgeoises. Le fascisme fera donc à la social-démocratie l'offre suivante : pour être sûr que les masses prolétariennes n'attenteront pas au pouvoir légitime... prenez la direction de l'Etat, participez au gouvernement bourgeois.

Le bon sens social-démocratique vulgaire voit cette situation sous un autre angle. Il caresse l'illusion stupide qu'il pourrait s'emparer en tout ou en partie des rênes de l'Etat pour venir à bout de « l'illégalité barbare » du fascisme à l'aide de la garde royale et des autres forces de police officielles. Mais que le fascisme vide le terrain parce qu'il aura été satisfait d'avoir contribué à transformer un parti d'action prolétarienne révolutionnaire en parti de gouvernement dans le cadre de l'ordre en vigueur, ou qu'il soit supprimé par ordre d'un éventuel gouvernement social-démocrate (pure hypothèse à laquelle nous ne croyons nullement), dans les deux cas, la social-démocratie devra parcourir une autre étape de son évolution. Parvenue à la fonction de gérante de l'Etat et donc de la violence légale soit par un pacte avec le fascisme, soit par la collaboration ministérielle, que fera-t-elle quand les communistes continueront à préconiser et à employer la violence pour l'attaque révolutionnaire contre le pouvoir d'Etat ?

Elle fera une chose bien simple. Elle condamnera cette violence révolutionnaire en principe ; mais, malgré son pseudo-pacifisme chrétien d'aujourd'hui, elle se gardera bien de parler de non-résistance à cette violence ! En parfaite logique avec elle-même, elle proclamera au contraire que l'Etat a le droit et le devoir de l'écraser. Pratiquement, elle donnera à la Garde Royale l'ordre de mitrailler le prolétariat, c'est-à-dire les nouveaux « brigands anti-sociaux » qui nient alors la fonction bénéfique de son gouvernement « ouvrier ». Voilà à quoi seront conduits les partis qui nient que l'illégalité et la violence soient les moyens fondamentaux de la lutte prolétarienne. C'est exactement la voie que Noske a suivie.

Voilà ce que montrent la critique marxiste et la réalité dramatique que nous vivons aujourd'hui en Italie.

(publié dans « Il comunista », du 14 juillet 1921)

Contre l'offensive de la réaction

Travailleurs, camarades !

Les graves événements qui se répètent démontrent que l'offensive réactionnaire des bandes armées bourgeoises est bien loin de s'arrêter. Les violences du fascisme, la réaction dissimulée ou ouverte de l'autorité étatique ne sont qu'un des aspects du mouvement général antiprolétarien qui, sur le plan économique, se manifeste par la tentative de réduire les salaires des ouvriers et d'aggraver les conditions de travail par des licenciements et des lock-out, et qui s'accompagne de toute une campagne de manœuvres et de violences contre les organisations des travailleurs.

Notre parti a déclaré plus d'une fois devant les masses que tout ceci confirme le caractère irrémédiable de la crise de la société actuelle qui pousse la classe dominante elle-même à provoquer le prolétariat et à le défier à la lutte suprême.

Devant la multiplication des actes d'agression bourgeoise, le parti communiste reconferme donc sa vision générale de la situation ainsi que la tactique dont ses militants ont déjà traduit et traduisent en actes le mot d'ordre : rendre coup pour coup, avec les mêmes moyens que l'adversaire, en combattant l'invocation hypocrite et l'illusion pernicieuse selon laquelle il serait possible de revenir, dans le cadre des institutions actuelles, à la paix entre classes sociales opposées, et en dénonçant les tentatives de pacification comme des actes de complicité avec la classe dominante et les agresseurs.

En même temps, le parti communiste indique au prolétariat que, pour sortir d'une situation qui s'aggrave chaque jour davantage à ses dépens et qui doit être affrontée dans sa totalité, à la fois sur le plan économique, social et politique, la seule voie est l'action de tout le prolétariat, une action conduite en réalisant le front unique de toutes les catégories et de tous les organismes locaux de la classe laborieuse. C'est pourquoi, tout en nous en tenant à notre programme politique qui voit dans le reverse-

ment de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat les fondements de la lutte pour l'émancipation du prolétariat, nous avons, par l'intermédiaire du Comité syndical communiste, défini les termes clairs et les objectifs d'une action de tout le prolétariat italien et proposé la proclamation d'une grève générale commune à toutes les grandes organisations syndicales nationales. L'appel précis que nous avons adressé à la C.G.T., à l'Union syndicale et au Syndicat des cheminots italiens pour qu'ils convoquent leurs Conseils nationaux afin de discuter la proposition communiste et organiser d'un commun accord l'action générale du prolétariat a rencontré un large écho parmi les masses, mais il n'a pas encore réussi à faire bouger les dirigeants.

Notre parti concrétise dans cette proposition le programme d'action immédiate du prolétariat. Les événements qui se précipitent mettent en évidence sa justesse et son efficacité. Les autres partis qui se réclament du prolétariat, et surtout le Parti socialiste aujourd'hui atrocement frappé, en dépit de ses appels pour un désarmement moral et matériel, en la personne d'un de ses députés, n'expriment aucun avis sur notre proposition, sans indiquer par ailleurs d'autres programmes d'action prolétarienne.

Travailleurs !

Les exploits sanglants des bandes blanches qui soulèvent parmi vous une vague d'indignation, alors que la menace de la faim pèse sur vous et sur vos familles, doivent vous inciter à regarder la situation en face.

Réunissez-vous dans vos organisations pour discuter et accepter la proposition du Comité syndical communiste.

Réclamez la convocation des Conseils nationaux des grands organismes économiques du prolétariat pour discuter de son application.

Exigez des partis et des hommes politiques qui vous parlent des intérêts des travailleurs exploités, attaqués, agressés, qu'ils se prononcent sur ce problème brûlant, qu'ils disent ce qu'ils pensent sur l'action que doit mener le prolétariat.

Votre seul salut réside dans une action générale et directe des masses, une action visant non pas la conciliation absurde de vos intérêts avec ceux de la bourgeoisie mais la lutte à fond contre celle-ci, non pas le rétablissement mais la destruction de l'ordre légal bourgeois. C'est seulement ainsi que vous échapperez à la faim, à la réaction, aux attaques, aux agressions qui aujourd'hui se déchangent contre vous.

Vive l'action générale de tout le prolétariat contre l'offensive capitaliste, vers la victoire révolutionnaire finale.

LE COMITE EXECUTIF
DU PC D'ITALIE
(28 septembre 1921)

Contre la législation anti-grèves !

En suivant résolument les traces du gaullisme sur le chemin de la législation anti-grève, un chemin puissamment éclairé par le travailisme britannique, la social-démocratie allemande et même le « socialisme » portugais, le gouvernement giscardien intente des procès en dommages et intérêts aux syndicats CGT et CFDT d'Air France et de Renault. A la CGT Renault on demande 3 milliards de francs lourds pour réparer le préjudice causé par la grève des cadences du printemps ; aux syndicats d'Air France 1 milliard pour ne pas avoir respecté le préavis de grève !

Et comment croyez-vous que s'apprennent à réagir ces syndicalistes ? En appelant les travailleurs de ces entreprises et des autres à une grève ? Pensez-vous ! Ils vont « contre-attaquer », mais en gens « responsables ». Aussi, n'hésitant pas à utiliser une arme terrible, l'arme... judiciaire, ils vont se présenter au procès en accusateurs et réclamer à leur tour aux demandeurs 1 franc de dommages et intérêts pour... préjudice moral !

Peu importe que les armes du duel soient choisies par l'adversaire et évidemment truquées. Peut-être seront-ils battus mais au moins l'honneur sera sauve : ils n'auront pas entravé le fonctionnement normal de la justice, eux qui passent leur temps à entraver précisément le fonctionnement normal de la lutte prolétarienne à Renault, à Air France et partout ailleurs !

Il est inutile de préciser que le succès d'une telle manœuvre donnerait à la bourgeoisie une arme formidable pour paralyser la masse des travailleurs et isoler les prolétaires combattifs pour lesquels pourrait alors être concoctée une bonne législation pénale punissant les grèves « illégales », celles que les bureaucrates syndicaux n'auraient pas autorisées sous le prétexte qu'elles feraient tomber le syndicat sous les coups de la jurisprudence que l'on tente d'imposer aujourd'hui.

Les ouvriers meurent, sous la protection des juges

Il aura suffi, après des accidents du travail mortels, de l'inculpation et de l'arrestation de deux patrons, M. Chapron dans le Pas-de-Calais fin septembre et M. Planche à Vichy en novembre, pour que le CNPF se demande « s'il n'y a pas une machination politique d'un groupe de magistrats contre les chefs d'entreprise » (*Le Monde* du 16-17/11/75).

En fait, ces incarcérations (oh combien courtes !) ont avant tout un caractère démagogique : il s'agit de faire croire aux prolétaires que l'Etat bourgeois et sa Loi sont là pour les protéger contre la cupidité du capital qui est responsable de ces accidents, et pour châtier ceux qui font « trop bien » leur métier d'extorqueur de plus-value. Les juges qui ont instruit ces affaires le croyaient peut-être vraiment, qui sait ? Pourquoi n'y aurait-il pas des juges innocents, qui ne savent pas qu'il y a plus de deux ouvriers tués par jour rien que dans le bâtiment, ou qui s'imaginent qu'ils sont commis pour châtier tous ces « homicides involontaires ».

En réalité, l'Etat bourgeois est par nature incapable de combattre réellement les « négligences » qui causent les accidents du travail : elles sont dues à la course au profit, une course dont il a précisément pour mission de défendre les conditions. Tout au plus peut-il, au nom de l'intérêt général de l'exploitation capitaliste, lutter contre les « excès » et les « abus » parti-

culiers qui la menaceraient. Par exemple, il doit essayer de maintenir les accidents du travail à un niveau « acceptable », c'est-à-dire un niveau qui ne risque pas de provoquer des réactions violentes de la part des ouvriers. Malgré les rêves des juges naïfs, c'est à cela que se borne le rôle de la Justice.

C'est encore trop pour les cadres, qui ont protesté comme un seul homme. (A Vichy ils ont même réussi à entraîner des ouvriers dans la protestation, et cela se comprend : l'absence de luttes collectives pour la défense des conditions de vie et de travail, et le sabotage par l'opportunisme de toute tentative de luttes réelles, renvoient chaque ouvrier à la solidarité avec son entreprise et son patron). « Comment, se sont écriés les cadres, comment, on veut nous rendre responsables ? »

Quel scandale, en effet. Voilà des gens dont la mission est de gérer la production capitaliste, c'est-à-dire l'exploitation du prolétariat et, non seulement on leur reproche le travail avec des règlements de sécurité, mais on veut les punir s'ils accomplissent trop bien leur tâche ! C'est bien normal qu'ils réagissent comme les policiers — chargés de terroriser — à qui ont reproché leur « brutalité illégale ». Ou comme une armée coloniale — chargée de massacrer — qu'on accuse d'utiliser des moyens « inhumains ». Tout ce beau monde proteste de sa bonne foi et déclare que si c'est comme ça, si l'Etat se retourne

contre nous, si on nous met en prison, si le super-patron condamne les patrons, alors il n'y a plus moyen de faire notre travail ! « Tout se passe, dit le CNPF, comme si l'on essayait de dégoûter les chefs d'entreprise d'exercer leur métier ». Pauvres gens.

Heureusement, l'Etat s'empresse de les rassurer, en tapant au besoin sur les doigts des petits magistrats naïfs trop zélés ou démagogues. Heureusement, on les remet bien vite en liberté préventive. Vous pensez bien, MM. les patrons, qu'on ne va pas vous traiter comme de vulgaires manifestants ! Toutefois, comprenez-le, nous devons sévir de temps en temps pour maintenir l'illusion d'une Justice au-dessus des classes et empêcher les prolétaires de se faire justice eux-mêmes. (De plus, serait-ce la première fois que la législation serait utilisée comme un instrument de la concurrence entre les entreprises ?) Alors, parfois, une entreprise sera condamnée à payer, et même, parfois, il faudra bien qu'un cadre (ou un flic, ou un officier...) fasse un peu de prison.

Mais, le moins possible, c'est promis. Tenez, le 14 novembre dernier (nous dit *Le Monde* du 16-17) le tribunal correctionnel de Caen a condamné à un mois de prison avec sursis, pour homicide involontaire, le directeur et le chef d'un chantier où cinq ouvriers avaient été tués, alors... Alors, exploitez en paix, braves cadres, la Justice veille !

Salaire contre profit

(Suite de la page 1)

de la bourgeoisie d'intimider et de persécuter les catégories les plus combattives et les plus exposées.

La bourgeoisie et ses valets servent aux ouvriers la fable selon laquelle leur salaire et leurs conditions de vie dépendraient de la bonne marche de l'économie nationale. Accepter cette contre-vérité, c'est oublier en fait que la « part du gâteau » qui est laissée à la classe ouvrière diminue constamment en valeur relative. Ce qui s'accroît, c'est le travail mort que le capital transforme en moyens d'exploitation et d'oppression nouveaux, augmentant toujours plus le poids des chaînes de l'esclave au lieu de le soulager. C'est oublier que le lien qui existe entre la production et le salaire approfondit le fossé de classe au lieu de le combler, même quand l'ouvrier vit plus « décentement ».

Or, la période d'accumulation

forcenée de l'après-guerre est maintenant terminée, et ce qui lui succède, c'est une période de crises dues au fait que la richesse créée par les prolétaires — une richesse qui leur échappe — est devenue, comme cela se produit périodiquement, trop grande pour pouvoir être contenue dans les limites trop étroites du marché, de la propriété — privée et publique —, du capital et du salaire.

Dans une telle situation, non seulement la part du gâteau continue à baisser en valeur relative, mais il faudrait qu'elle baisse en valeur absolue pour que la bourgeoisie puisse conserver ses moyens d'exploitation.

Hier, prenant appui sur les fondements d'une puissante exaltation des forces productives permise par la deuxième guerre impérialiste, l'opportunisme pouvait lancer à la classe ouvrière le fameux : « reprenez vos manches » en attendant des jours meilleurs, « travaillez d'abord, revendiquez ensuite ! » C'est à ce mot d'ordre que répond aujourd'hui en écho celui de Schmidt : « les bénéficiaires d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après demain ». Mais tandis que les « lendemains qui chantent » s'éloignent encore, le sol économique se dérobe cette fois sous les pieds des « représentants ouvriers » qui ont perdu aussi un peu de leur pouvoir de suggestion. Combien dérisoire est leur mot d'ordre quand s'inscrit dans les faits en écartant toute autre possibilité, la claire exigence de la lutte annoncée par la théorie que l'on prétendait dépassée par l'évolution de la société : salaire contre profit, prolétariat contre bourgeoisie !

Il faut cependant compter sur le poids d'un passé où la classe ouvrière a connu trahisons et défaites gigantesques et l'impuissance quotidienne ; l'existence des mille et un amortisseurs fabriqués par une société qui n'a pas cessé de se préparer aux combats futurs, même quand elle avait terrassé le géant prolétarien ; les effets soporifiques et paralysants du réformisme social et de l'opportunisme ouvrier, qui se prolongent même quand s'effritent les bases matérielles qui ont permis leur développement à grande échelle ; la capacité de manœuvres et de mensonges avec laquelle la bourgeoisie cache une trique toujours plus

rigide, et que décuplent ses précieux alliés dans les rangs ouvriers ; il faut compter que tout cela pourra encore entraver la résistance des prolétaires, retarder l'éclatement des conflits ou les émousser, ou même refermer les plaies ouvertes, mais malgré tout, la pression sociale doit s'accroître.

Le vigoureux coup d'épaule du prolétariat argentin, ou dans une moindre mesure la grève courageuse des cheminots de l'Italie du sud, ou encore la magnifique grève des ouvriers du bâtiment de Lisbonne sont autant de bouffées d'oxygène jaillissant au milieu de l'atmosphère fétide de la paix sociale. Et ne sont-elles pas autant de confirmations de l'exigence pratique d'une lutte qui ne respecte pas et ne peut pas respecter les règles de la bonne marche de l'économie nationale ? Salaire contre profit, prolétariat contre bourgeoisie ! Mais cette lutte pour être efficace et féconde doit être menée avec les armes qui conviennent à sa nature. Elle doit devenir une lutte de classe. C'est pourquoi la lutte contre la bourgeoisie est inséparable de la lutte contre l'opportunisme.

permanences du parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le dimanche 14 décembre de 10 h à 12 h, café-bar Europarty, salle du fond (demander Editions Programme), Waayenberg 48, quartier Léopold (près de la place Blyckaerts).

EN FRANCE

• A Amiens : le dimanche 21 décembre au café « A l'habitude » (Tour Perret).
• A Lille : le dimanche de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.
• A Marseille : les samedis 6 et 20 décembre de 14 h 30 à 17 h 30, 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).
• A Mulhouse : le premier vendredi de chaque mois, de 20 h à 21 h, Klapperstei 68, 4, rue Gutenberg.
• A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e) Le samedi, de 11 h à 15 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche, métro Gare de Lyon).
• A Strasbourg : le mercredi de 18 h à 20 h, le samedi de 14 h à 17 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).
• A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

Une intervention du Parti

Les horaires des ouvriers de l'usine CLARK à Strasbourg ont été abaissés à 24 heures en l'espace de trois mois et le salaire a dans le même temps diminué de moitié. Ceci n'empêche pas le PCF de « continuer la lutte » avec l'arme terrifiante des... pétitions au préfet ni de se vanter de défendre les travailleurs en... protestant à l'Assemblée Nationale et au Sénat, « à la différence de l'UDR » (l'Huma 7 jours) contre les licenciements et les fermetures d'usines ! Nos camarades ont distribué le 19 novembre un tract dont nous publions ici de larges extraits. Les ouvriers de CLARK, qui venaient de se mettre en grève, se sont opposés aux bonzes CGT qui bousculaient nos militants et tentaient de les repousser pour empêcher la diffusion.

Proletaires, Camarades !

Ainsi, juste après que le PCF a fait signer chez CLARK une pétition contre les licenciements, la direction et le Préfet ont montré qu'ils se torchent de ces chiffons de papier : on annonce de nouvelles réduction d'horaires avec perte de salaire, et deux mois de chômage !

On pouvait prévoir que cette pétition n'aurait aucune efficacité ; seule la LUTTE COLLECTIVE et l'ACTION DIRECTE paient.

Et que propose encore le PCF pour lutter contre le chômage ? De mettre les vieux au rencart, avec une pension de misère, pour faire de la place aux jeunes ; la CGT dit même qu'un retraité coûte trois fois moins cher qu'un chômeur !

De contrôler l'immigration pour faire de la place aux français ! Voilà comment on divise la classe ouvrière en opposant les jeunes aux vieux et les français aux immigrés, pour la plus grande joie du patronat.

En réalité les directions opportunistes abandonnent les exigences des travailleurs, au bon fonctionnement de la production, c'est-à-dire aux nécessités du capitalisme ;

- elles limitent l'action à d'inoffensives pétitions et délégations ;
- elles abaissent la grève à un débrayage, conçu comme un moyen d'influencer l'« opinion publique » et de forcer le patron à... négocier, et non à céder ;
- elles font miroiter les recettes miraculeuses contenues dans le « Programme Commun », pour détourner la classe ouvrière de la lutte immédiate, dans la perspective d'élections.

Proletaires, Camarades !

Pour soulager la classe ouvrière des conséquences les plus catastrophiques de la crise, pour faire face à l'offensive capitaliste, il faut en finir avec ces méthodes défaitistes et désastreuses.

Il faut que les ouvriers utilisent leurs propres armes de classe :

LA GREVE la plus large possible, sans préavis ni limitation de durée, avec occupation, comité de grève, assemblées générales ; L'organisation de la DEFENSE OUVRIERE contre la violence bourgeoise ;

La SOLIDARITE ACTIVE la plus grande entre tous les travailleurs, par dessus les barrières de catégories, d'usine, de race et de nation.

Seules de telles méthodes et armes de classe permettront de lutter efficacement pour les revendications suivantes :

MAINTIEN DU SALAIRE malgré les réductions d'horaires
SALAIRE INTEGRAL à TOUS les chômeurs, partiels et totaux
NON AUX LICENCIEMENTS !

C'est autour de tels objectifs, et avec de telles méthodes, que nous pourrions forger un véritable FRONT UNI DU PROLETARIAT contre le front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme.

A BAS L'INTERET NATIONAL.

VIVE LA SOLIDARITE PROLETARIENNE ET LA LUTTE DE CLASSE.

Les syndicats suisses dans la galère de la « paix du travail »

Le jeudi 16 octobre s'ouvrait à Lugano le 22^e Congrès ordinaire de la FOBB (Fédération des Ouvriers du Bois et du Bâtiment). Dans « L'ouvrier » du 20 octobre spécialement consacré à ce Congrès on peut lire, sous le titre « Les relations avec nos partenaires sociaux » : « Les dispositions concernant la paix du travail ont chaque fois empêché la mise en œuvre des actions directes d'auto-défense qui correspondent au mécanisme de la solidarité ouvrière et répondent à la nature et aux traditions du mouvement syndical » (souligné dans le texte).

Mais qui a mis en place et consolidé depuis 40 ans la paix du travail, sinon ceux qui, pour ne pas paraître trop odieux aux yeux des prolétaires qui subissent quotidiennement les conséquences catastrophiques de cette politique de collaboration de classe ouverte, pleurnichent aujourd'hui sur les dégâts qu'elle a causés.

Que les prolétaires ne s'y trompent pas ! Les bonzes syndicaux qui aujourd'hui menacent en paroles d'utiliser l'« action directe » n'ont pas pour but de développer la lutte de classe et de renforcer la solidarité ouvrière, mais de « forcer » le patronat à respecter la

paix du travail pour éviter justement que les travailleurs aient recours à l'action directe et violente !

Et en effet la vérité apparaît quelques lignes plus loin : « La FOBB ne recherche pas la confrontation à tout prix (souligné dans le texte). Nous savons parfaitement que dans les conditions créées par la récession, et face à la concurrence actuelle, les intérêts des travailleurs ne peuvent être dissociés de ceux des employeurs et de l'économie en général (c'est nous qui soulignons). Le fait de se trouver — comme on a coutume de le dire — dans le même bateau, ne suffit cependant pas, poursuit l'article, pour garantir la collaboration entre les partenaires sociaux. Ce qui est nécessaire, c'est que tous les membres de l'équipage se mettent aux rames pour diriger l'embarcation vers un rivage commun et sûr ».

Il serait difficile d'être plus clair : Proletaires si vous voulez du pain, reprenez vos manches et ramez ferme car l'économie capitaliste a besoin de vos sacrifices ! C'est bien la seule « action directe » que ces messieurs de la FOBB savent proposer aux prolétaires ! Gageons en tout cas que le Vorort (syndicat patronal faitier) sera satisfait de ces résolutions !

LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE

Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant à :

B.P. 85
Montchoisy
LAUSANNE 19

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 42144

presse internationale

Voici le sommaire du n° 21
(8 novembre 1975) de

il programma comunista

- Proletari e campesinos spagnoli hanno bisogno di ben altro che di una restaurazione democratica
- Abbasso, il nazionalcomunismo ! Viva l'internazionalismo proletario !
- Inaugurazione emblematica delle vertenze alla Innocenti Leyland
- Nel regno dell'investimento e dell'accumulazione, miseria crescente del proletariato
- Trieste: lotte operaie, processi di Stato e opportunismo sindacale
- Azienda pubblica uguale a socialismo ?
- Portogallo: di fronte a « normalizzazioni » e « ripresa del lavoro » la risposta deve essere: lotta di classe e di difesa indipendente dallo Stato progressista
- Nostri interventi
- Il programma rivoluzionario della società comunista elimina ogni forma di proprietà del suolo, degli impianti di produzione e dei prodotti del lavoro (I)